

Inventaire des Zones Humides
Compte-rendu du comité territorial « ANCE-MARE-BONSON »
24 janvier 2013

Personnes présentes

ROUSSEAUX Samantha – Vice-Président CC Saint-Bonnet-le-Château
PERRIN Louis - CC Saint-Bonnet-le-Château
HUREAU Julien – Fédération des Chasseurs de la Loire
ROCHE Dominique – Comité départemental de Randonnée Pédestre
DRILLON Laurent – SCOT Sud-Loire
VERGIAT Pierre – Comité de Développement agricole Monts du Forez sud
DENIS Bernard - Chambre d'agriculture de la Loire
REYNAUD Raphaël - Chambre d'agriculture de la Loire
PETIT Danielle - Chambre d'agriculture de la Loire
SOUVIGNET Yves - FDAAPPMA 42
FREDIERE Nelly – DDT42
FARROUAULT Lionel – CA Loire-Forez
BARJON Rodrigue – CA Loire-Forez
EPINAT Joël – Vice-Président CA Loire-Forez / Conseiller général délégué à l'Agriculture
MERAND Véronique – CA Loire-Forez
BELLOC Angélique – CESAME
FRAPPA Fabrice – Conseil Général de la Loire
BILLAUD Fabien – Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes

Personnes Excusées

Jean GILBERT – Conseiller général délégué à l'Environnement
Murielle ARCOS – SAGE Loire en Rhône-Alpes
Véronique KREMLIN – Syndicat de la propriété privée rurale de la Loire
Mylène GOUX - ONF
Brigitte MURAILLAT – CRPF
François PENAUD et Bruno TEXIER – Agence Eau Loire-Bretagne
Alain MARTINET – Région Rhône-Alpes

Contexte :

Le Conseil général de la Loire a lancé un inventaire des zones humides du Département de la Loire et du territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes ». La prestation a été confiée au bureau d'études CESAME et bénéficie de l'appui technique du Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes (CEN Rhône-Alpes).

La Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE a validé la démarche d'inventaire en juin 2012. Celle-ci prévoit une animation locale par bassins versants ou groupes de bassins versants, sous la forme de 10 Comités territoriaux qui se réuniront chacun à 2 reprises au cours de l'inventaire (fin de l'étude prévue en 2014).

La présentation se déroule en trois temps :

Fabrice FRAPPA (CG42) présente le contexte de l'étude, les objectifs et la gouvernance ;
Fabien BILLAUD (CEN RA) présente une définition des zones humides ;
Angélique BELLOC (CESAME) présente la méthodologie de l'étude et le calendrier.

La présentation est téléchargeable sur le site internet du Conseil général de la Loire : www.loire.fr/ et celui du SAGE Loire en Rhône-Alpes : <http://sage.loire.fr>

Les réactions :

D'une manière générale :

Le Conseil Général rappelle que l'inventaire ne concerne que les zones humides supérieures à 1 hectare. En complément, le Conseil général soutient financièrement depuis 2013 les syndicats de rivières qui souhaiteraient réaliser un inventaire des zones humides <1ha.

Il est rappelé que la réglementation sur les zones humides s'applique, inventaire ou non. Néanmoins, la présence dans l'inventaire d'une zone humide renforcera sa prise en compte notamment dans les documents d'urbanisme (PLU,...). La cartographie qui résultera de l'inventaire n'a pas valeur de délimitation réglementaire ; si des aménagements sont prévus sur des zones humides, les services de l'Etat demanderont une délimitation plus précise au pétitionnaire (végétation et sol).

Pour être précis, les activités ou travaux d'assèchement, mise en eau, imperméabilisation et remblais de zone humide sont soumis à déclaration de 0.1ha à 1ha. Ils sont soumis à autorisation au dessus du seuil d'1ha. Tout projet concerné par cette législation doit constituer un dossier d'étude d'incidences. C'est un document administratif qui contraint le porteur d'un projet à évaluer les conséquences négatives de son projet sur l'environnement afin de proposer les mesures aptes à les prévenir. Dans cette étude figurent un état initial du site et de son environnement, une description du projet, une analyse des conséquences prévisibles de ce projet, ainsi que des propositions de mesures visant à éviter, réduire voire compenser les atteintes environnementales. Cette étude est soumise à l'avis des différents établissements publics et administrations concernés.

L'inventaire ne sera pas figé, il continuera à évoluer en lien avec la connaissance sur ces milieux.

En lien avec les documents d'urbanisme (SCOT, PLU,...) :

L'intégration des zones humides dans les documents d'urbanisme est fortement préconisée par le SAGE. Par conséquent, l'inventaire départemental apporte une information « gratuite » aux collectivités.

La CALF s'interroge sur le niveau de précision de l'inventaire pour une intégration dans les PLU. Le rendu de l'inventaire sera au 25 000^e, la cartographie sera imprécise pour les PLU,

mais suffisante ; Dans tous les cas, la cartographie de l'inventaire n'est qu'un outil d'information, et d'alerte pour inciter la délimitation précise en cas de projet sur une zone humide.

Le SCOT précise que l'inventaire aura probablement une portée plus forte que de la simple information, à l'instar des inventaires ZNIEFF fortement appropriés par les communes aujourd'hui. L'inventaire engendrera une contrainte forte pour l'urbanisation. De plus, il est rappelé que les communes doivent aller plus loin sur la connaissance pour intégrer également les ZH<1ha.

Le CEN confirme que toutes les zones humides représentent un enjeu, et que certains territoires comme le Jarnossin, profitent de la dynamique pour se lancer dans un inventaire des zones humides <1ha.

En lien avec la communication :

La Fédération des chasseurs de la Loire s'interroge sur la méthode pour prévenir les propriétaires. La Chambre d'agriculture s'interroge également là-dessus et sur l'information des exploitants agricoles (5000 exploitants et plus de 50 000 propriétaires dans la Loire). Le Conseil général précise que compte-tenu de l'envergure de l'étude, il n'est pas possible de prévenir tous les propriétaires et exploitants. Pour assurer la communication sur l'inventaire, une fiche d'information sera mise à disposition des communes pour un affichage en mairie. Un article sera également proposé pour rejoindre différents supports presses : paysans de la Loire, revue de la fédération de chasse, lettre des comités de développement, journaux intercommunaux (communauté de communes, syndicat de rivière...).

Le Conseil Général souhaite aussi s'appuyer sur les 10 territoires des comités pour assurer le relai de l'information (communes notamment). La CALF propose à ce sujet d'utiliser son intranet, en lien avec les études préalables au contrat de rivières Mare-Bonson.

La CALF souhaite pouvoir bénéficier des données rapidement après la campagne de terrain de 2013 pour l'élaboration du Contrat de rivière. Il est rappelé que ces données pourront être diffusées, mais avec l'étiquette « non validées », car il faudra respecter la période de consultation de début 2014 et la validation final lors d'une CLE du SAGE Loire en Rhône-Alpes en fin d'année 2014. Il n'y aura pas de problème de compatibilité des SIG, les informations seront facilement valorisables dans le cadre du contrat. Dans le cadre du contrat de rivière, la CALF précise qu'elle prévoit de travailler sur un programme d'action sur les zones humides à enjeu avec les acteurs locaux (agriculteurs...).

En lien avec les activités de randonnée :

Le Comité départemental de randonnée s'interroge sur les conséquences d'un chemin en zones humides. Si le chemin existe, il sera renseigné sur l'inventaire. Néanmoins, ce n'est pas le niveau de détail de l'inventaire.

En lien avec les activités agricoles :

La Chambre d'agriculture rappelle l'importance que la profession soit bien représentée lors de ces comités (il manque par exemple les syndicats agricoles). Il est important de bien communiquer sur ce sujet délicat pour eux et également d'informer au plus près du terrain, notamment les agriculteurs. Bien informer également sur les conséquences de la présence d'une zone humide sur une exploitation agricole. Il est précisé que pour les 10 comités, la Chambre d'agriculture et l'ensemble des Comité de développement agricoles ont été systématiquement invités. Il sera nécessaire de compléter l'information notamment pour les syndicats agricoles et dans la presse spécialisée (Paysans de la Loire).

La chambre d'agriculture exprime également son sentiment de double peine : lors d'urbanisation consommatrice de foncier agricole et de zones humides, les mesures compensatoires sur les zones humides se mettent en place à nouveau sur du foncier agricole. A cela s'ajoute toutes les autres contraintes environnementales déjà existantes.

De plus, l'inventaire des zones humides peuvent laisser croire qu'elles sont des sanctuaires où plus rien est possible. Il est répondu que ce n'est pas le cas, beaucoup de ces zones sont justement parfaitement maintenu en état grâce à l'activité agricole, seulement dans certains cas, des adaptations sont à rechercher. La DDT précise que la réglementation ne s'applique pas sur d'ancien drainage, mais uniquement sur les projets nouveaux. La CALF relativise à ce sujet, les projets de nouveaux drainages sont souvent sur d'anciens.

Joël EPINAT conclut le comité en précisant que la préservation des zones humides doit se faire via une approche locale, au cas pas cas, en intégrant au mieux les problématiques agricoles et environnementales qui doivent être compatibles (exemple des MAEt). Sur les Hautes chaumes du Forez par exemple, la déprise agricole présente plus de menace que l'intensification et les MAEt permettent de maintenir des zones humides.